

INTERVIEW DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, AU JOURNAL "LA STAMPA", PARIS, LUNDI 5 JUILLET 1982

5 JULY 1982 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- Monsieur le Président, la visite de M. Pertini intervient à un moment crucial pour l'Europe, ses -rapports avec les Etats-Unis se heurtant à des conceptions différentes concernant d'une part la détente avec l'URSS, et d'autre part la politique monétaire. Peut-on concevoir une coopération étroite et efficace en-matière de politique internationale, alors que dans le passé l'Italie n'a pas déployé les mêmes efforts que la France pour adopter une position autonome par-rapport à Washington ?

- LE PRESIDENT.- Il est naturel que chaque pays d'Europe donne à sa politique sa marque propre. Cependant, entre pays membres de la Communauté `CEE`, la coopération en-matière de politique internationale existe : c'est la coopération politique. Vous en connaissez les difficultés, mais aussi les progrès. L'Europe parle davantage d'une seule voix dans les affaires du monde. Nous encourageons ce mouvement.

- Pour le renforcement de cette expression commune, ne négligeons pas l'apport de liens bilatéraux raffermis. C'est pourquoi j'ai tenu à instaurer avec l'Italie la pratique des rencontres régulières qui doivent contribuer à rapprocher plus encore nos deux pays qui ont tant d'intérêts communs et sont plus précisément concernés l'un et l'autre par l'évolution du bassin méditerranéen.\

QUESTION.- A la lumière de la déception de Versailles, et du récent veto américain consécutif à l'initiative française sur le Liban, vous semble-t-il encore possible, pour l'Europe, d'avoir des relations privilégiées avec les Etats-Unis, tout en jouant un rôle autonome, conforme à ses intérêts, dans les affaires mondiales ?

- LE PRESIDENT.- Les relations de l'Europe avec les Etats-Unis résultent de l'histoire et de notre appartenance à une même alliance `Alliance atlantique`. Elle sont trop profondes pour être remises en cause à l'occasion de tel ou tel désaccord, même important. Cependant, il doit y avoir concertation véritable entre les deux rives de l'Atlantique.

- Il est nécessaire et naturel que les pays européens aient une position et que leurs intérêts nationaux soient pris en-compte. C'est d'ailleurs en affirmant son rôle propre, en faisant valoir les options qui sont les siennes, que l'Europe et les pays qui la composent, comme la France et l'Italie, pourront utilement maintenir avec les Etats-Unis le dialogue amical mais rigoureux qui s'impose entre membres de l'Alliance.\

QUESTION.- Après quatorze mois de présidence, cette Europe que vous vouliez sans directoire franco - allemand, plus équilibrée et plus démocratique dans ses -rapports intérieurs, vous a-t-elle déçu ou s'est-elle révélée, à certains moments, plus efficace que vous ne l'attendiez ?

- LE PRESIDENT.- Un Directoire ? Je ne retiens pas la formule, vous le savez. La réalité, c'est une solide amitié et des liens étroits et multiformes tressés jour après jour depuis plus de trente ans entre la France et l'Allemagne `RFA`. Tout commande à ces deux pays de s'entendre le plus souvent possible sur des problèmes concrets. Mais leurs mérites, au-sein de la Communauté `CEE`, ne sont pas supérieurs à ceux des autres. Ils n'ont pas vocation à diriger.

- La France a cherché à éviter d'abord que l'Europe ne soit plus qu'une accumulation de refus et d'accommodements, ce qui aurait vite conduit à n'en plus parler qu'au passé.

- Il a donc fallu exprimer une volonté politique, marquer les limites de l'inacceptable, revenir à l'esprit du Traité de Rome : tout cela fait son chemin. Un meilleur équilibre passant par le renforcement des relations bilatérales avec tous les Etats-membres, c'est ce que la France -recherche, en premier lieu, avec l'Italie.

- Mais l'Europe doit aussi continuer à progresser. La France a fait sur-ce-plan, depuis quatorze mois, maintes propositions.\

QUESTION.- Deux crises récentes, celle des Malouines, puis celle du Liban, ont fait la démonstration de l'impuissance de l'ONU à contribuer à des solutions pacifiques. Sur le Proche-Orient, on a même vu un veto américain qui a bloqué une résolution française à l'origine. Pensez-vous que cette institution doive

et puisse être réformée ?

- LE PRESIDENT.- L'ONU n'est pas une institution miraculeuse au-sein de laquelle disparaîtraient les conflits qui divisent la communauté internationale. C'est au contraire un forum où ils s'expriment, ce qui est sain. Il ne faut pas attendre de l'ONU plus qu'elle ne peut donner et je ne pense pas qu'il s'agisse d'abord d'un problème de réforme institutionnelle. Toutes les possibilités de l'ONU doivent être employées pour prévenir les conflits, favoriser les négociations, rétablir et maintenir la paix. L'ONU doit être aussi un des lieux privilégiés des négociations pour l'établissement d'un ordre économique mondial plus équitable.\

QUESTION.- On a l'impression que les -rapports franco - italiens sont plus confiants depuis que vous êtes Président. Le dialogue entre socialistes que vous pouvez avoir avec M. Pertini a-t-il joué un rôle dans ce rapprochement ?

- LE PRESIDENT.- Le dialogue franco - italien est bon. Il est sans doute meilleur qu'il ne le fût et j'attache à cette qualité de nos relations une importance particulière.

- Ce climat qui caractérise mes relations avec l'ensemble des dirigeants italiens et s'explique par une volonté politique commune de privilégier ce qui nous rapproche, est bien sûr d'autant plus amical lorsqu'il s'agit d'un homme auquel me lient de très anciennes relations personnelles faites de confiance, d'amitié, d'engagements partagés.

- Le président Alessandro Pertini est un ami, il incarne toute la richesse du peuple italien, il est respecté de celui-ci et écouté par l'ensemble des dirigeants politiques de ce pays. Je suis heureux de l'accueillir à Paris le 5 juillet.\